

Naivasha : fin du politique, retour de l'ethnie ?

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Naivasha : fin du politique, retour de l'ethnie ?. Sudan Studies Association Meeting, Apr 2006, Bergen, Norvège. <halshs-00606271>

HAL Id: halshs-00606271

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00606271>

Submitted on 5 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

At the Eve of a new Era, or just more of the same ?

Naivasha : fin du politique, retour de l'ethnie ?

Si on doit se réjouir de la signature des accords de Naivasha, on ne peut pas se faire d'illusions sur leur portée à long terme, et sur la nature profonde des sentiments animant les signataires.

Cet accord est certes dû à l'entente entre deux hommes : John Garang et Ali Osman Mohamed Taha. Ces deux personnages ont compris l'intérêt qu'ils avaient à signer un tel accord, pour leur carrière politique comme pour leur sort immédiat, et de cesser d'atermoyer sur les détails. Mais en leur for intérieur, chacun d'eux savait combien fragile étaient les bases de cet accord, et ne pensait sans doute pas qu'il était de leur intérêt de le mettre en œuvre, si cela était jugé possible.

Par delà l'intérêt pour les deux hommes, en termes de légitimité, donc de carrière, de soutien américain, et de la communauté d'analyse sur la possibilité de jouir des richesses pétrolières, néanmoins, les approches culturelles de l'avenir du Soudan demeurent radicalement différentes : le groupe islamiste parvenu au pouvoir à Khartoum est mû, depuis l'origine, par la nécessité de préserver les prérogatives d'une caste au pouvoir : les *awlad el-balad*. Ceux-ci certes un alignement de groupes tribaux, voire ethniques, le long du Ni au Nord de Khartoum. Mais ils représentent surtout une élite, à la fois politique, économique et culturelle, et se targuent d'une ascendance olmus prestigieuse, souvent d'origine arabe, voire de la tribu ou de la famille du prophète. Construction artificielle, certes, et récente, puisqu'elle repose sur la supériorité acquise depuis deux siècles, grâce à la Turkiyya d'abord, à la Mahdiya dans une certaine mesure, et surtout à la colonisation britannique.

Mais supériorité acquise non sans difficultés, non orchestrée par une dynamique centralisée, puisqu'il faut se rappeler que jusqu'en 1821, le Soudan central était régi par des Sultanats noirs, que ce soit au Dar Funj ou au Dar Four. Et qu'ensuite, l'empire mahdiste a vu le triomphe, à la suite de conflits internes violents, des tribus noires de l'ouest sur ces *awlad el-balad* qui invoquaient pourtant leur filiation avec le mahdi originaire de Dongola.

L'exclusion dont se plaignent les peuples périphériques et marginalisés du Soudan est donc bel et bien construite et récente. Les préjugés raciaux qui aujourd'hui singularisent la société soudanaise sont le fait de l'urbanisation, et ne sont que peu liés à la pratique de l'esclavage. C'est plutôt l'esclavage qui explique les préjugés raciaux nécessaires pour alimenter ce commerce extérieur que l'inverse. L'esclavage n'est en effet pas à la base de la formation sociale soudanaise, pas une force de travail indispensable, mais plutôt le fait de soldats, dans une société peu stratifiée.

Un autre facteur est à prendre en compte, celui de la démographie : la population soudanaise a décuplé en un siècle, ce qui en soi, n'est pas un problème, compte tenu de l'espace et du potentiel économique de ce pays, avec des investissements adéquats. Malheureusement, le système économique en place a bloqué l'évolution de pans entiers de l'économie traditionnelle, en créant un système dual, et en faisant reposer la croissance uniquement sur des revenus d'exportation. Lorsque ce modèle s'est effondré, ou n'a pas pu absorber la croissance démographique, celle-ci a précipité la compétition entre les groupes et fait naître des conflits tribaux, qui ont pris une tournure ethnique attisée par l'Etat, aux mains d'un groupe dominant et manipulateur.

Il y a là à la fois une conviction profonde de la supériorité qu'ils incarnent, assise sur une formation intellectuelle à l'occidentale à laquelle ils ont eu accès, intériorisant le racisme prégnant dans nos sociétés, et le recours plus ou moins convaincu ou opportuniste à la généalogie et au discours des origines arabo-musulmanes, censées conférer cette supériorité.

C'est ainsi que la société soudanaise est pour eux, graduée en catégories plus ou moins évoluées, reconnaissables certes à la couleur de la peau, plus ou moins foncée, mais surtout à tout un ensemble de détails physiques et de codes de comportement permettant la percolation lente d'éléments vers le haut (On becoming Sudanese). L'intégration de cette gradation et des stigmates qui s'y attachent par toute la population, y compris ceux qui en sont victimes, rappelle le « Peau noire, masques blancs » de Frantz Fanon.

Pour les dirigeants actuels du Soudan, comme pour tous ceux qui les ont précédés depuis l'indépendance, le Sud est à la fois une région peuplée de peuples inférieurs, mais en même temps une région au potentiel économique colossal, qui doit permettre une assise confortable à la suprématie du Nord, d'autant plus que les bases sur lesquelles celle-ci s'est imposée sont de plus en plus fragiles.

En revanche, pour les dirigeants du Sud, et de plus en plus, pour les groupes marginalisés de l'Est et de l'Ouest, la mainmise de l'élite de Khartoum et de la vallée sur le pouvoir et les richesses du pays est contestée. Echaudée par « Too many agreements dishonoured », la population et les combattants du Sud désirent l'indépendance à l'issue de la période intérimaire de six ans, c'est à dire à l'horizon 2011. Leur objectif est donc de créer les moyens de survie d'un Sud soudan indépendant, en échappant au tropisme septentrional imposé par le Nord en ouvrant de nouvelles voies commerciales, par exemple, en direction du Sud et de l'Océan indien. Le régime, qui n'en ignore rien, s'efforce lui d'arrimer le Sud au Nord, par des projets de « développement » économique¹, ou en attisant les divisions ethniques au sein de la population sudiste, et en privant les dirigeants sudistes de leur assise populaire, en les perdant dans les délices de Khartoum et d'un pouvoir tout illusoire et symbolique de fauteuils ministériels. Chacun essaie donc de berner l'autre, ou du moins de donner le change à la communauté internationale, tout en fourbissant ses armes pour ne pas être pris au dépourvu si la reprise du conflit devenait inévitable, pour ce dernier round qui devrait conduire pour le Sud à l'indépendance et pour le régime, à l'écrasement définitif de toute velléité, dans les régions périphériques du Soudan de contester son hégémonie.

La contestation de l'hégémonie des *awlad el-balad*

Au sein des *awlad el-balad*, fonctionnant comme un vaste club de cousinages, transcendent les clivages tribaux, réduits par l'urbanisation et la modernisation au rang de simples référents historiques considérés avec amusement et folklore, s'est cependant fait jour la conscience du danger lié à l'émergence d'autres groupes au sein du territoire national, groupes revendicatifs et d'autant plus inquiétants que leur territoire recèle les richesses qui assurent la survie et demain la prospérité de l'ensemble du pays, et donc de la caste au pouvoir.

La création du mouvement islamiste par Hassan el-Tourabi peut donc être comprise comme une réponse à cette menace. Hassan el-Tourabi a eu l'intelligence tactique de comprendre que la survie passait par l'élargissement du groupe dirigeant, par une cooptation sous le sceau de l'islamisme, en sortant par le haut de l'enfermement au sein du cadre soudanais et du face à face stérile entre l'élite et la masse de plus en plus nombreuse des dominés. Mais même avec cet esprit d'ouverture tactique, les anciens préjugés raciaux demeurent : un Tekrouri comme Ali el-Hajj, l'un des piliers du système, n'a jamais eu accès au pouvoir de décision, à la différence de ses pairs issus de la vallée. Et le SPLA ne s'y trompait pas, lors des négociations

¹ En particulier un réseau routier qui lui a fait défaut pendant la guerre, et constituerait un handicap pour une nouvelle rébellion. De même, la mise en exploitation de nouveaux champs pétrolifères conduirait l'Occident à rechigner à soutenir à nouveau la rébellion et à préférer la stabilité politique, comme c'est le cas auprès de monarchies tribales et despotiques du Golfe.

où il représentait le gouvernement : « Où sont tes maîtres ? » lui demandait-on, lorsqu'il arrivait seul. Le mouvement islamiste a ainsi pu recruter parmi les Fertit et d'autres groupes islamisés du Sud, voire rallier des collabos chrétiens comme Angelo Beda, sur des bases d'intérêt personnelle ou de division ethnique intersudiste, mais que le noyau dirigeant est toujours resté très fermé. La rupture entre Hassan el-Tourabi et Omer el-Béchar tient précisément à une divergence de vues sur la nécessité d'élargir le groupe dirigeant pour y coopter des originaires d'autres régions. Face à la lucidité de Hassan el-Tourabi sur le déplacement du centre de gravité de la société soudanaise, les nordistes, comme Awad el-Jaz et Ali Osman Mohamed Taha, tous deux Shaigiya, ou bien Omer el-Béchar, un Jaali, étaient plutôt partisans d'un repli sur des bastions ethniques, de manière à contrer efficacement les revendications des peuples périphériques, dits marginalisés.

Ce repli ne concerne pas que le mouvement islamiste : le parti Oumma, censé représenter l'ensemble du mouvement mahdiste, s'est trouvé de plus en plus scindé entre les « awlad el bahr », de la famille de Sadiq, héritiers légitimes du fondateur du mouvement et pourquoi pas, de l'imamat, originaires de la vallée du Nil, véritable aristocratie mahdiste tenant Omdourman et le quartier de Moulazimin, et les Ansar, originaires de l'Ouest, pour l'essentiel des tribus baggara, se réclamant du khalifa Abdoullahi, qui avait géré l'empire mahdiste durant 15 ans après la mort du Mahdi.

L'une des raisons de la crise du Darfour est justement le choix opéré au sein du mouvement par Sadiq el-Mahdi en faveur de tribus dites « arabes » au sein du mouvement, à l'encontre des groupes ethniques du Darfour non arabes. On est passé ainsi, depuis vingt ans, d'une solidarité confrérique à une solidarité nouvelle, créée de toutes pièces, fondée sur une identité linguistique et culturelle largement imaginaire : le Mahdi lui-même, originaire de Dongola, était Nubien et ne pouvait donc pas se réclamer d'une origine arabe. Le cas des Nubiens d'une manière générale est d'autant plus intéressant que, non-arabes, et pratiquant différentes sortes de *rotana*, ils ne sont pas perçus comme allogènes au sein de l'élite soudanaise, puisqu'ils ont suivi le même processus précoce d'urbanisation et d'intégration au système colonial au service des Britanniques que les autres peuples de la vallée du Nil, et qu'ils ont donc fourni une grande partie de l'élite intellectuelle, économique et politique du pays. Les tentatives nées dans l'émigration dans le Golfe, de créer une identité nubienne, fondée sur une langue écrite et des traditions culturelles, pour revendiquer une reconnaissance ethnique et ses droits politiques et culturels, semblent largement artificielles, même s'il est vrai que du fait de l'émigration et de l'exode rural, venant après le traumatisme du transfert forcé des groupes kenuz en direction de la Nouvelle-Halfa, l'inquiétude se répand chez les défenseurs de l'authenticité nubienne, qui suivent par ailleurs le regain égyptien.

Choissant un positionnement ethnique, Sadiq el-Mahdi, homme de préjugés en tant que représentant des *awlad al-balad*, choisissait le rapprochement avec le FNI et sa stratégie de salut pour une nation soudanaise fondée sur une arabité supposée, et contre les tenants d'une ouverture vers l'africanité du pays. C'est dans ce contexte qu'il faut lire l'épisode tragique de l'évasion de Sadiq de son palais d'Omdourman, où il était en résidence surveillée, pour se réfugier en Érythrée et y rejoindre les rangs de l'Alliance Nationale Démocratique, qu'il allait s'évertuer à saboter, comme les souhaitaient les responsables de la Sécurité qui avaient organisé sa fuite.

Paradoxalement, c'est la confrérie Khatmiya, originaire elle, du Hedjaz et plus lointainement, de la Perse, et traditionnellement centrée sur la vallée du Nil et le tropisme égyptien, qui choisit cette orientation : celle du rapprochement avec les rebelles du Sud, pour édifier un Soudan unitaire, mais pluriculturel et pluriconfessionnel (conférence d'Asmara, juin 1995). On peut y voir un pragmatisme de commerçants, une trace de la laïcité d'une part importante du mouvement, incarnée par le National Unionist Party et le premier président du Soudan, Ismaïl el-Azhari. On peut aussi y reconnaître une dimension africaine souvent négligée, et

renforcée par l'implantation à Asmara, non loin du centre historique de Kassala. C'est pour cette raison que la secte perd de sa cohésion et de son influence dans son bastion nilien de la tribu Shaigiya, où le Front National Islamique a fait des adeptes dans la jeune génération éduquée, les Anciens restés au village étant demeurés fidèles au souvenir de Sayyed Ali.

Le syndrome ethnique, ferment de la division du SPLA

Du côté de la SPLA, on assiste à un phénomène similaire, avec la mainmise depuis longtemps dénoncée des Dinka Bor sur l'organisation. Organisation est d'ailleurs un bien grand mot pour ce mouvement armé, dirigé depuis les origines par son leader charismatique et autocrate, John Garang. Pour être plus complet, il faudrait préciser que le SPLA s'est structuré autour des membres du clan et de la famille de John Garang, certes², mais avant tout en raison de leur fidélité supposée au chef, ce qui explique la présence, en fonction des mêmes critères de loyauté forcée, d'originaires de toutes ethnies du Sud, et de métis nordistes-sudistes, dont les capacités techniques et professionnelles, l'engagement politique, mais surtout le fait de ne pas disposer de clientèle tribale ou ethnique propre, les rend les plus propres à assurer des fonctions déléguées par le chef suprême³.

On pourrait tracer un parallèle entre l'appareil du FNI, composé au départ de militants islamistes certes, appartenant à la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, où le projet idéologique fédère des gens d'origines tribales, voire ethniques, diverses, et le SPLA, attirant des Sudistes du même milieu social sur un projet transethnique, et même débordant les frontières du Sud dans une volonté affichée de fédérer non seulement tous les groupes marginalisés et périphériques, clientèle naturelle d'un projet de refondation du Soudan sur des bases plus égalitaires, mais faisant même appel à la raison des Soudanais du Centre pour collaborer à cette révolution copernicienne qu'est le New Sudan. Le « New Sudan » est un train parti de Nimulé et qui ne s'arrêtera qu'à Wadi Halfa, et tous les Soudanais sont invités à monter dedans. Ceux qui le rateront, tant pis pour eux »⁴.

Les poupées russes du SPLA

1) Clivages ethniques des origines à nos jours

Certes, le SPLA, comme l'indique son acronyme, visait initialement à rassembler tous les groupes ethniques du Soudan pour leur libération de la domination des castes dominantes certes, mais surtout des préjugés et des divisions héritées. Dans cet ensemble, les peuples marginalisés, périphériques, étaient certes les premiers visés ; mais l'organisation développa son emprise prioritairement sur les peuples du Sud du Soudan, avec des appendices dont le plus conséquents étaient les peuples dits nouba, dont le litige propre avec Khartoum fut récupéré pour des raisons d'efficacité et aggloméré à la lutte des peuples du Sud, de même que ceux des peuples du Sud-Funj, qui voulaient secouer les séquelles de siècles de domination et d'esclavage par les voisins du Nord.

Parmi les peuples du Sud proprement dit, toutes les ethnies ne se sont pas trouvées engagées avec autant d'enthousiasme dans la lutte engagée par le SPLA. Les peuples d'Equatoria, qui

² Mais il ne faudrait pas en déduire que tous les Dinka Bor sont unis derrière John Garang, et le SPLA, comme le montre l'exemple de Abel Alier de même que tous les Shaigiya sont loin d'être unis derrière le FNI.

³ On retrouve là le mode de fonctionnement du pouvoir dans nombre de régimes autocratiques, en système tribal, où le chef a intérêt à s'entourer de conseillers appartenant à de minorités sans poids politique, à la fois parce que cela leur ôte toute velléité de tenter une carrière personnelle, que cela les rend entièrement dépendants du chef, et aussi que cela leur donne une grille de lecture des situations politiques qui n'est pas influencée par l'intérêt ou le biais communautaire, et les rend de ce fait plus fiables et plus précieux.

⁴ Conversation avec un employé humanitaire bari, à El-Geneina, Darfour, novembre 2004.

avaient été le fer de lance du mouvement Anyanya, n'y sont entrées que tardivement, et de manière souvent forcée, alors que les groupes nilotiques étaient au contraire en pointe dans ce nouveau combat. La raison en est que les Equatoriens sont plus proches culturellement et historiquement de l'Afrique des Grands Lacs et des voisins kenyans et ougandais. La plupart de leurs cadres ont fait leurs études au collège Makerere en Ouganda, ou bien dans les écoles kenyanes. Ils aspiraient donc à l'indépendance vis-à-vis du Nord hostile, lointain et inconnu, en aspirant à se rapprocher de leurs voisins du Sud. Cette option ayant échoué, ils s'étaient laissé tenter par la "kokora" engagée par le régime de Nimeiri finissant, pour récupérer une autonomie et un pouvoir régional qui leur semblait confisqué par la « dinkacratie », expression désignant la propension des Dinka à se comporter de manière impérialiste vis-à-vis des autres peuples du Sud, trustant les postes de l'administration autonome, et prospérant grâce à leur dynamisme, à leur éducation et à un sens de la solidarité ethnique supérieur.

Le déclenchement de la lutte du SPLA, à partir du noyau de combattants demeurés rebelles des Anyanya II, fut d'abord un combat mené par des Nilotes : Nuer, puis Dinka, et enfin Shillouk. Leurs cadres étaient pour la plupart issus de l'armée ou de l'administration et avaient fait leurs études à l'Université de Khartoum ou à l'Ecole militaire. Leurs parents étaient souvent eux-mêmes fonctionnaires de l'administration nationale, et parfois métis de Nordiste et de sudistes. Ils étaient donc souvent parfaitement arabophones, fils de l'élite sudiste, et leur mot d'ordre fut donc non pas la séparation, mais un nouveau Soudan, refondé sur des bases égalitaires, mouvement jacobin plus que girondin, cherchant non pas tant la reconnaissance la diversité culturelle et religieuse, que l'avènement d'une nation soudanaise unie dans sa diversité.

Cette divergence d'attitude était d'autant plus flagrante que le vice-président du Sud, le général Joseph Lagu, d'ethnie bari, servait de caution au maréchal Nimayri en plein processus d'islamisation forcée et de division du Sud de remise en cause des accords de Addis-Abeba, et que les Equatoriens se réjouissaient bruyamment de voir les Dinka quitter la capitale régionale, Juba, et être renvoyés chez eux.

Le SPLA ouvrait de toutes nouvelles perspectives ; soutenu par l'Ethiopie de Mengistu alignée sur l'URSS, il contrastait radicalement avec le mouvement Anyanya, soutenu par les Eglises, par la CIA et par Israël, qui cherchaient à prendre à revers un régime « progressiste », lié à la cause arabe en faveur de la Palestine, et se réclamant du nassérisme. C'est ainsi que le conflit éclata en mai 1983 par la mutinerie du bataillon 105 de la garnison de Bor, et non pas comme en 1955, par celle de Torit à proximité de l'Ouganda. Parti de Bor, le mouvement s'étendit rapidement à l'ensemble du Sud, où les troupes gouvernementales ne contrôlèrent bientôt plus que les grandes villes et leurs garnisons fortifiées. Mais pour mener à bien cette guerre de conquêtes, les troupes du SPLA enrôlèrent de manière forcée la jeunesse des ethnies locales, comme porteurs ou comme combattants, ce qui emmena des heurts et des conflits parfois meurtriers, et conduisit à la création par le gouvernement de milices tribales anti-SPLA. La guerre avec les Toposa après la bataille du jebel Lafon reste dans les mémoires, de même que la répression du soulèvement des Didinga dans les monts Imatong. En Western Ekuatoria, la férule du commandant Abou John sur les Zandé fut aussi ressentie comme brutale et humiliante. Mais dans l'ensemble, les peuples d'Equatoria avaient perdu l'initiative et ne pouvaient que subir la présence du SPLA, qui avait trouvé chez eux, à proximité des sanctuaires kenyans et ougandais, la sécurité, y installant leurs bases politiques de Chukudum (New Kush) et les centres économiques et logistiques, proches du carrefour humanitaire de Lokichoggio, base arrière de l'OLS.

La rébellion du groupe de Nasir

Autrement plus préoccupant fut le clivage interne au sein de la direction du SPLA, à l'occasion de la rébellion de Nasir, en 1991. La tentative de renversement de John Garang par ses lieutenants Riek Machar, un Nuer et Lam Akol, un Shillouk, fut motivée par à la fois par l'autocratie du leader du mouvement et par son favoritisme présumé en faveur de ses contributeurs Dinka au détriment des autres groupes représentés au sein du mouvement, et en particulier les Nuer et les Shillouk, et un désaccord sur l'objectif de la lutte, en faveur de l'indépendance, ce qui était un choix opportuniste et démagogique de la part de ces intellectuels formés au Nord et attachés à l'unité⁵. L'opération échoua, certes, et les acteurs finirent comme supplétifs du régime, avant de revenir dans le giron du SPLA. Mais cette révolte entraîna une guerre civile dans la cuvette du Haut-Nil, et en particulier dans la région de peuplement mixte Nuer et Dinka⁶ entre le Bahr el-Zéraf et le Nil Blanc, qui fit 10 000 morts parmi la population civile.

Si le conflit ne dégénéra pas en bain de sang interethnique, en dépit des efforts de Khartoum en ce sens, c'est sans doute parce que les ethnies ne sont pas le niveau de solidarité des d'affiliation adéquat ; ce sont plutôt des ensembles pratiquant une langue commune, se revendiquant de mythes de fondation communs, mais pas des ensembles opérants en termes de solidarité autour des enjeux vitaux comme la terre et les pâturages⁷ ; au contraire, les conflits entre clans, en particulier chez les tribus d'éleveurs nomades nilotiques, sont fréquents et meurtriers.. Ces divisions entre groupes claniques ont paradoxalement sauvé le SPLA, puisque ni les Nuer ni les Shillouk ne se sont soulevés en masse contre les Dinka, tandis que ces derniers ne se sont pas soudés autour du leader issu de leurs rangs.

Les clans, niveau pertinent de la solidarité

Si les ethnies sont généralement considérées de l'extérieur comme les lieux du rassemblement identitaire, les clans sont pour les intéressés beaucoup plus significatifs et opératoires, ici comme ailleurs. En l'occurrence, le clan dominant chez les Dinka est le clan des Dinka Bor, d'où est issu le chef du mouvement. Le tribalisme ne se décline pas de façon automatique, puisque beaucoup de membres du clan peuvent avoir des opinions et des engagements différents de celui du chef. C'est le cas en particulier pour ceux qui ont un parcours politique propre, ou ce qui revient au même, une audience dans la communauté due à leur lignage : un fils de chef, ou un chef, peut regrouper autour de lui une mouvance dissidente, surtout s'il détient une légitimité à la fois par son ascendance et par son accès au monde moderne. C'est la raison pour laquelle au sein du clan, le noyau dur des fidèles est composé des membres de la famille élargie : le mouvement reproduit donc en apparence une structure de chefferie traditionnelle ; mais en réalité, cette structure fonctionne plus au niveau des prébendes et du soutien au chef ; en dernière instance, elle ne dispose pas réellement de pouvoir de décision collectif, le chef ne lui rend pas de compte, tant qu'il lui fournit prestige et moyens. John Garang s'est ainsi livré au népotisme, dont ses cousins se sont prévalus pour jouer les petits

⁵ Le Dr Lam Akol, ancien professeur de génie chimique à l'Université de Khartoum, est désormais Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement d'Unité Nationale de Khartoum., et le Dr Riek Machar vice-président du SPLA.

⁶ L'appartenance ethnique, ici comme ailleurs, doit être considérée non pas comme un donné, mais comme un construit : des villages aujourd'hui Nuer furent naguère Dinka, et le changement d'affiliation, suivi par un changement linguistique, le cas échéant, peut être dû à une décision « politique », d'un groupe ou d'une chefferie, obéissant à des contingences surgissant à un moment donné, ou bien à des considérations d'intérêt et de convenance liées au voisinage, à des partages de territoires et de modes de vie, à des échanges matrimoniaux qui s'imposent ou paraissent opportuns en vue de la survie du groupe...

⁷ Maurice Godelier : l'ethnie et la tribu, in H. Dawood

chefs, brutaux et incontrôlés, vis-à-vis des cadres comme des soldats du mouvement. La corruption elle-même s'est développée sur ce terrain, l'épouse du chef se transformant en une femme d'affaires redoutée, à partir du moment où le mouvement s'est installé à Nairobi. L'atmosphère ambiante a en effet joué un rôle dans la dérive du mouvement, avec la conjonction d'un milieu ravagé par la corruption au plus haut niveau de l'Etat, comme le Kenya, et de l'afflux des fonds de l'OLS et des autres donateurs étrangers : la guerre, les famines et les déplacements forcés de population ont été l'occasion de fortunes discrètes. Mais il serait trompeur de penser que le clan des Dinka Bor a monopolisé pouvoir et richesses. La proximité ethnique a pu jouer à un certain niveau, en particulier face aux autres ethnies, et le fait que le n°2 du mouvement ait été un Dinka malwal du Bahr el Ghazal a renforcé le sentiment d'un monopole Dinka sur le SPLA, mais Kerubino Kwanin Bol, lui-même Dinka malwal, n'a rencontré ni montré aucune mansuétude dans son affrontement face à Garang, sans parler de personnages politiques sudistes de premier plan comme Abel Alier ou Bona Malwal, eux-mêmes Malwal, mais qui ont adopté des positions divergentes sur la solution du problème du Sud⁸ : intégration pour le premier, séparation pour le second : l'appartenance ethno-tribale n'élimine pas les facteurs de choix personnels, d'autant plus déterminants que l'on monte dans l'échelle socioculturelle.

La division inter clanique se retrouve chez les autres peuples : la guerre entre clans Lau et clans Jikany chez les Nuer a été sanglante au début des années 90 : guerre pour l'accès aux pâturages, et guerre alimentée en armes automatiques par les protagonistes du conflit, qui ont rendu meurtriers et dévastateurs des affrontements de type traditionnel, justiciables de procédures de règlement rituelles bien établies.

Le SPLA a réussi à surmonter ces facteurs centrifuges non pas tant par l'adhésion à un programme, ni par des capacités organisationnelles, ou par les services rendus à la population sous contrôle, mais exclusivement par la capacité de son leader à créer une armée puissante et à obtenir le monopole de l'aide étrangère ; ce succès est dû à la force de conviction de John Garang, proposant un programme simple, mobilisateur, mais surtout rassurant vis-à-vis des bailleurs de fonds : le mot d'ordre d'unité nationale ne pouvait que satisfaire ses premiers mentors éthiopiens et soviétiques, et attirer à lui les cadres éduqués de façon moderne, pour lesquels le tribalisme et la fragmentation ethnique du Sud étaient un danger, Khartoum ne se privant pas d'en jouer pour faire éclater toutes les revendications sudistes. Cette capacité du SPLA à transcender les clivages ethniques est donc d'abord le produit de l'or de Washington (CIA) et de New York (OLS), et de la brutalité du fonctionnement du SPLA, mouvement militaire dans lesquels les différences ethniques étaient secondes par rapport aux qualités professionnelles. Vis-à-vis de la population, le SPLA s'est imposé par la terreur et par le charisme du chef, qui lui a permis de refuser toute édification d'un appareil d'Etat civil, qui aurait permis l'expression libre des désirs profonds de la population. Il s'est donc développé un appareil d'Etat sans Etat, un groupe de dirigeants aux destins liés entre eux, dont les critères de recrutement étaient les compétences professionnelles, le sens politique, l'ambition, une même volonté de refonder la nation soudanaise, mais surtout l'absence d'une base sociale ou tribale qui aurait menacé la toute-puissance du chef.

C'est ainsi que les tentatives de Lam Akol et de Riek Machar de faire cavaliers seuls ont échoué à la fois parce qu'elles n'ont pas réussi à convaincre les Américains de leur apporter un soutien, et parce que ces leaders étaient fortement contestés dans leurs propres bases ethniques : chez les Shillouk, Lam Akol avait à faire face à la concurrence du Rek, s'agissant d'une société très centralisée et hiérarchisée, étroitement contrôlée par Khartoum, tandis que Riek n'a pas pu faire prévaloir un sentiment Nuer commun par-delà les clivages claniques,

⁸ Sans même évoquer le cas particulier des Dinka ngok, dont les anciens ont tendance à suivre la voie indiquée par Francis Deng, tandis que les jeunes ont rejoint en masse les rangs du SPLA.

dans une société dite acéphale, où ce sont traditionnellement les *kujur* qui jouent le rôle politique dominant⁹.

Finalement la guerre « civile » soudanaise l'a surtout été à partir du moment où Khartoum a compris que le seul moyen de regagner le terrain perdu était de recruter des milices tribales, au nombre d'une trentaine, qui ont permis, sur la base de conflits locaux, de rivalités personnelles, ou de cupidité, de faire s'entretuer les Sudistes, épargnant ainsi les vies et les dépenses d'une armée nordiste, elle-même d'ailleurs composée en partie de recrues sudistes ; De même, les Forces de Défense Populaire ont été un moyen de récupérer les jeunes des quartiers spontanés de Khartoum et de les envoyer au Sud d'où ils ou leurs parents étaient originaires, comme chair à canon : double intérêt, le premier, pervers et cynique, étant d'ailleurs sans doute, compte tenu du peu de valeur militaire de ces recrues, d'en débarrasser la capitale en les faisant exterminer par leurs propres frères.

Division au nord, division au Sud, le Soudan est sur la voie d'une dangereuse fragmentation tribale et ethnique. Celle-ci n'est en rien un mouvement spontané venu d'en bas, et répondant à un quelconque désir d'entre soi de la population soudanaise. D'un côté comme de l'autre, la véritable culture et la tradition historique sont celle de constructions étatiques transethniques, plutôt que pluriethniques, dans la mesure où la question de l'ethnicité ne se posait pas en termes de construction nationale. Les différents niveaux de référence étaient eux d'un Etat caravanier, prédateur certes, mais lointain, et qui avait intérêt à maintenir la paix pour sécuriser les axes commerciaux dont il dépendait. La guerre n'était pour ces sultanats qu'un moyen de capter d'autres circuits rentables, ou de mener des razzias d'esclaves, mais pas de conquérir des territoires ou de maintenir une présence permanente. Le rapport des communautés locales avec l'extérieur se faisait surtout par le biais des personnages religieux et des confréries qu'ils représentaient, voire du Pèlerinage à La Mecque, mais le fonctionnement harmonieux de communautés locales était géré par des personnages ou des lignages souvent étrangers, se réclamant d'une origine mythique.

La colonisation turco-égyptienne a certes accentué les clivages entre partisans et opposants ; ceux-ci, victorieux et détenteurs du pouvoir durant une quinzaine d'années, ont complètement chamboulé la carte ethnique du pays et les hiérarchies implicites traditionnelles. Elle a vraiment forgé un espace soudanais et le sentiment d'un destin commun, pour le meilleur et pour le pire, transférant et implantant des populations disparates d'un bout à l'autre du pays, anéantissant certains groupes pour en promouvoir d'autres. La carte ethnique du Soudan, au niveau local, est plus bien complexe que ne le laisse entendre l'histoire officielle, avec des gens de l'est à l'ouest du nord au Sud : dans certains endroits de l'est, jusqu'à 30 % de la population est originaire de l'ouest, les Nubiens sont installés à la nouvelle Halfa, les Sudistes à Khartoum, etc. L'histoire du Soudan est une histoire de déplacements de population, et l'attribution de « dar » à certains groupes par les Britanniques n'a servi qu'à figer et rendre à terme explosive une situation par nature fluide.

Une histoire de terres

Aujourd'hui, les conflits latents qui menacent d'empirer ont pour objet la terre, et c'est bien là le signe de l'arriération du système économique soudanais. Terre peu productive, infertile, ou mal cultivée ou exploitée. Terre ancestrale convoitée par des citadins pour lui faire rendre des récoltes au plus bas coût, au lieu de l'enrichir et de la fertiliser, en en donnant les moyens aux paysans. C'est là une constante de la politique soudanaise, empirée depuis 1970 par le Land Allotment Act et le Non Registered Land Act qui ont ouvert la voie à l'expansion de l'agriculture mécanisée. Directement ou indirectement, du Butana aux monts Nouba et

⁹ Voir Douglas H. Johnson : *The Root Causes of Sudan's civil Wars*, International African Institute & James Currey, 2003

jusqu'au Sud Darfour en passant par le Haut Nil, c'est l'agriculture mécanisée, bien avant le pétrole, qui est à l'origine du drame soudanais.

Aujourd'hui, le pétrole vient s'ajouter à cette plaie, pour certaines régions précises. La même politique est mise en œuvre, quoique de façon plus brutale, étant donné les enjeux et la vulnérabilité de cette activité.

Mais pour l'essentiel, rien n'a changé : le remplacement des confréries par les islamistes comme au Sud, l'apparition d'un pouvoir moderniste et sans légitimité reconnue, le SPLA, ont pour même effet la mise en coupe réglée du Soudan dans un rapport dominé, producteur de produits de base pour le bénéfice immédiat de quelques dynasties d'hommes d'affaires qui jouent de l'ethnicité pour asseoir leur pouvoir minoritaire.

Il semble donc que le Soudan présente un cas de figure différent de ses voisins, comme l'Éthiopie où le pouvoir tigréen lui aussi assis sur un « fédéralisme ethnique » vise en réalité à diviser pour régner, tout comme c'est le cas au Tchad. Mais dans le cas du Soudan, c'est l'élite traditionnelle elle-même qui s'accroche au pouvoir qu'elle estime légitime de par sa supériorité à la fois sur le chemin de l'occidentalisation, et ses origines et sa culture arabo-islamique, tandis qu'en Éthiopie, cette élite héritière mythique des amours de Salomon et de la reine de Saba et frottée de culture impériale, les Amharas, sont pour le moment vaincus politiquement par une alliance de circonstance de forces montantes, qui aujourd'hui se disputent elles-mêmes le pouvoir et ses richesses. Au Tchad, c'est aussi depuis longtemps la force militaire et le soutien de la puissance coloniale¹⁰ qui confère le pouvoir, avec un décalage en pouvoir économique et politique ; mais tel n'est plus le cas, et une élite Zaghawa s'est dégagée ; mais l'arrivée du pétrole aiguise les appétits de groupes rivaux qui ne trouvent que la carte ethnique pour s'affirmer et parvenir à leurs fins.

¹⁰ Plus précisément des milieux du renseignement et de l'état-major de l'armée, en l'absence d'intérêt financier ou de poids politique prononcé dans ce pays longtemps déshérité.